

Fonds élargi de crédit

Le verdict du FMI attendu ce jour

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international statuera sur le décaissement de 82 millions de dollars en faveur de Madagascar ce jour. Le camp malgache est optimiste par rapport aux efforts fournis



La décision finale dépendra de la décision du Conseil d'administration

Un verdict très attendu. Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) examinera le dossier Madagascar ce jour. Si tout va bien, ce sera un décaissement de l'ordre de 81 millions de dollars, soit 61,9 millions de DTS dont le pays va bénéficier dans le cadre du Fonds élargi de crédit (FEC). Ce financement sera destiné à l'équilibre de la balance de paiement et sera donc injecté directement dans les caisses de la Banque centrale de Madagascar. Mais au-delà des aspects financiers, c'est surtout l'image de la Grande île en matière de bonne gouvernance qui va gagner en crédibilité.

Le FMI est la seule institution qui peut avoir un droit de regard sur les finances du pays. Il est considéré comme le gendarme des

Finances publiques de ses pays membres et ses conclusions servent de référence au reste des partenaires techniques et financiers internationaux.

«La décision finale va dépendre de la décision du Conseil d'administration, qui ne peut pas être préjugée. La mise en œuvre du programme FEC lui-même a affiché de bons résultats dans l'ensemble. Les autorités ont réussi à atteindre les objectifs macroéconomiques clés du programme et à avancer sur l'agenda de réformes structurelles», salue Patrick Imam, représentant résident du FMI à Madagascar dans une interview accordée à notre journal il y a quelques jours.

Mais à entendre le diplomate, l'optimisme est largement permis sur une

possible réponse positive de Washington sur le dossier Madagascar. La plupart des engagements en matière de réforme, notamment dans le domaine de la gouvernance, ont pu être réalisés ou sont en cours de réalisation.

BUSINESS PLAN

C'est le cas, par exemple, pour l'adoption d'un «business plan» pour 2017 par le Conseil d'administration de la Jirama, le dépôt d'une Loi des finances rectificative pour cette année ainsi que du projet de loi sur le recouvrement illicite au niveau du Parlement. Les financements nécessaires pour assurer les dépenses exceptionnelles telles que les transferts additionnels à la société Jirama ainsi que

les dépenses d'urgence et de reconstruction liées au passage du cyclone Enawo ont également pu être sécurisés.

Après cet examen de passage, il n'est pas question de dormir sur ses lauriers pour les autorités. Une deuxième revue est déjà programmée au mois de septembre et une mission du FMI devrait donc débarquer au pays à cette période pour évaluer la situation. Et si tout se passe bien, les conclusions de cette deuxième mission seront examinées par le Conseil d'administration vers le mois de novembre avec un nouveau décaissement de l'ordre de 31,4 millions de DTS, soit près de 43 millions de dollars comme enjeu.